Le 2 décembre prochain, les vénézuéliens seront de nouveau appelés aux urnes. Un an pratiquement jour pour jour après la réélection du président Chávez, ils devront cette fois approuver ou rejeter la proposition de réforme constitutionnelle déposée par ce dernier. Depuis quelques semaines les mobilisations ont repris dans les deux camps. La campagne électorale est maintenant bien lancée et celle de désinformation n'a rien à lui envier. (photo: Sébastien Brulez)

Depuis plusieurs semaines, aux abords de la Place Bolivar à Caracas, on ne fait pas vingt mètres sans tomber sur des volontaires qui distribuent des exemplaires de la réforme constitutionnelle. Retraités, jeunes militants ou étudiantes, ils sont vêtus de rouge et font campagne pour le « oui ».

Ce qui frappe, c'est que les partisans du « oui » informent en distribuant la réforme comprenant les 69 articles soumis à référendum. Les partisans du « non », de leur côté, se contentent de slogans et de tracts interprétant les articles du projet constitutionnel à leur manière. On ne distribue pas le projet de réforme constitutionnelle dans les quartiers chics de l'Est de Caracas, ou très peu.

Chaque jour, les journaux accueillent eux aussi des publicités défendant l'une ou l'autre position. Dans le quotidien de circulation nationale Ultimas Noticias de ce 19 novembre, on pouvait notamment trouver en page 13 une publicité appelant à voter contre la réforme. Intitulé «Avec la réforme constitutionnelle, qui gagne et qui perd?», le document signalait dans un de ses premiers arguments: «Si tu es mère famille, tu perds! Parce que tu perdras ta maison, ta famille et tes enfants (les enfants appartiendront à l'Etat). Nous perdons tous quand perdent nos mères». A la fin de cet encadré hautement argumenté, il est fait référence à l'article 112 de la Constitution…

La peur du «castro-communisme»

Mais que pouvait bien contenir cet article? Muni de ma réforme constitutionnelle acquise gratuitement sur la Place Bolivar, je décidais donc de lire ce fameux article 112 qui sera soumis à référendum:

«L'Etat promouvra le développement d'un modèle économique productif, intermédiaire, diversifié et indépendant, fondé sur les valeurs humanistes de la coopération et la prépondérance des intérêts communs sur les individuels, qui garantisse la satisfaction des besoins sociaux et matériels du peuple, la majeure somme de stabilité politique et sociale y la majeure somme de bonheur possible. De même, il encouragera et développera diverses formes d'entreprises et unités économiques de propriété sociale, tant directe ou communale qu'indirecte ou d'Etat (1), ainsi que des entreprises et unités économiques de production ou distribution sociale, celles-ci pouvant être de propriété mixte entre l'Etat, le secteur privé et le pouvoir communal, créant de meilleures conditions pour la construction collective et coopérative

d'une économie socialiste».

Bref, en manque de leader, d'arguments et de légitimité, l'opposition joue la carte de la désinformation et de la peur en agitant la menace d'un soi-disant «castro-communisme» qu'instaurerait cette réforme.

Une opposition fragmentée

La semaine dernière, lors d'une de ces manifestations tant relayées par les agences de presse internationales, le camp opposé à la réforme n'est pas parvenu à se mettre d'accord sur la position à adopter à moins de deux semaines du référendum.

Les opposants sont fragmentés entre ceux qui pensent qu'il faut voter « non », ceux qui pensent qu'il ne faut pas voter, et ceux qui pensent qu'il faut empêcher la tenue du référendum par n'importe quel moyen.

L'ex candidat à la présidentielle, Manuel Rosales, a même dû quitter la tribune sous la pression des jeunes de son propre parti, l'UNT (Un Nuevo Tiempo), qui contestaient son leadership. La manifestation du « non » s'est donc terminée sans aucun appel, ni consigne de vote. Fait qui illustre, s'il le fallait encore, le peu de cohésion qui règne au sein de cette opposition qui en est réduite au «tout sauf Chávez».

Les étudiants de l'opposition reprennent du service

Ils avaient déjà fait parler d'eux lors du non-renouvellement de la concession de la chaîne privée RCTV, en mai dernier (2). Aujourd'hui le secteur des étudiants opposés au gouvernement remet le couvert contre la réforme constitutionnelle.

Ces jeunes issus d'universités privées ainsi que de l'Université Centrale du Venezuela (UCV, publique mais dans laquelle les classes populaires ont un taux de pénétration relativement faible), constituent le fer de lance de cette opposition en mal surtout d'appui populaire.

On a enregistré des affrontements entre étudiants dans certaines régions du pays et notamment le mercredi 7 novembre à l'UCV où des coups de feu ont été tirés et 12 personnes ont été blessées, dont trois par balle. Les circonstances de cet affrontement et les responsabilités qui en découlent restent encore floues. Le même jour, un groupe d'étudiants qui manifestaient contre le projet de réforme constitutionnelle à San Cristobal, dans l'état de Táchira, ont attaqué la façade du siège régional du Parti Communiste à coup de cocktails

molotov.

Et le 26 novembre prochain, l'opposition annonce une manifestation qu'elle a d'ores et déjà appelée «sans retour».

La sortie de l'ex-ministre de la Défense

Dans le camp chaviste, le retournement, le lundi 5 novembre, du général en chef retraité et ex-ministre de la Défense Raúl Isaías Baduel a provoqué de fortes réactions. Qualifié de traître par de nombreux membres du gouvernement, d'autres se sont simplement contentés de se distancer de sa position.

En se prononçant publiquement contre la réforme à peine trois jours après que l'Assemblée nationale ait déposé le projet définitif au Conseil national électoral (CNE), Baduel avait médiatiquement choisi son coup. Certains prétendent qu'il essaie de prendre une place de leader fort au sein de l'opposition. Il était pourtant considéré comme un proche du président Chávez. Ses affirmations selon lesquelles l'approbation de la réforme constituerait «dans la pratique, un coup d'Etat violant le corps institutionnel» ont réveillé de vieux démons chez certains.

Au sein du gouvernement, l'optimisme règne cependant sur le comportement de l'armée. Ce dimanche 18 novembre, le gouverneur de l'Etat de Miranda, Diosdado Cabello, a écarté la possibilité d'une répétition du coup d'Etat du 11 avril 2002. Il a estimé qu'il « existe des individualités » au sein de l'armée «comme partout». Mais que «ceux qui espèrent voir émerger des Forces armées un mouvement majoritaire de rejet à la proposition de réforme se trompent ». Diodado Cabello a ajouté que les Forces armées « sont un échantillon représentatif de ce qui se passe au Venezuela. Ce ne sont pas des robots, ce sont des personnes tout comme nous».

De leur côté, les étudiants bolivariens se mobilisent également et appellent à la manifestation ce mercredi 21 novembre à Caracas, en soutien à la réforme. Les quelques jours qui restent avant le référendum du 2 décembre promettent donc d'être agités et la campagne battra son plein, dans la rue comme dans les urnes.

(1) La réforme constitutionnelle introduit différentes formes de propriété, publique, sociale directe ou indirecte, collective, mixte et privée.

(2) Chaîne qui continue d'ailleurs à émettre par satellite.

De l´intelligence des ânes

Par Thierry Deronne (*)

Au Venezuela, le 2 décembre 2007, un référendum populaire permettra á 16 millions d´électeurs de rejeter ou d´approuver la réforme de 69 articles constitutionnels. 30 sont proposés par le président Chavez dans la foulée du programme qui lui a valu d´être réélu á 63 % en décembre 2006. 39 autres ont été ajoutés par l´assemblée nationale au terme de discussions avec des collectifs citoyens issus de la majorité comme de l´opposition. La réforme porte essentiellement sur la généralisation de la démocratie participative, devenant le pilier de l´État, et la protection sociale pour tous les travailleurs. Après huit ans de révolution, il s´agit d´adapter les institutions politiques aux besoins sociaux.

Des confluents humains déboulent de villages proches. D´autres ont voyagé des heures en bus, du fin fond des campagnes. Des zones populaires de Barquisimeto aux rues mouillées de Monagas, des multitudes invisibles dans les médias occidentaux font campagne pour le “oui”. La première assemblée constituante, en 1999, n´avait pas bénéficié d´une telle mobilisation. On critiqua les députés qui préféraient discuter á huis-clos plutôt que sur la place publique. Huit ans plus tard, le ressort de la participation populaire ne fait que bondir. Des millions de copies de la réforme circulent de main en main. Ici, un joueur de saxophone ponctue la lecture publique des articles, là un cercueil enterre la vieille constitution pendant que des femmes indigènes appellent á voter “oui” en wayuu ou en warao. L´article 100 rétablit le rôle central des communautés indigènes et afro-américaines dans la culture nationale. Sur les kiosques á journaux ou sur les vitres des autobus, les manifestants peignent le numéro des articles les plus importants et le visage de Simón Bolívar. “Nous devons chercher notre constitution et nos lois non pas á Washington mais dans notre réalité” disait en 1819 le libérateur de l´Amérique Latine, créateur historique du concept de “sécurité sociale”.

Fiché dans un caddy rempli de pommes de terres, un drapeau rouge salue une marche en faveur de la réforme á Caracas. “Nous ne sommes pas des pierres qui vivons de rien !” explique Margarita Garcia, qui pousse l´étal roulant. La réforme, pour elle, c´est d´abord l´article 87 qui donne á 4,9 millions de travailleurs “informels” les mêmes droits qu´á tous les autres. Sa mère qui vend des empanadas cent mètres plus loin aura droit á une retraite. L´État étend l´ensemble de la protection sociale - pensions, soins, allocations, vacances - aux domestiques, chauffeurs de taxi, artistes, coiffeurs, pêcheurs, artisans, prostituées, chauffeurs de bus, femmes au foyer.

Ces femmes qui toute leur vie lavent et repassent le linge de la classe moyenne et font briller les lavabos du patron, ont réélu Chavez en décembre 2006 sur la base d´un programme clair : accélérer le socialisme. “Tous les articles sont en faveur du peuple, c´est la preuve que ce gouvernement dépend de nous” explique la vendeuse de légumes. Alors qu´ailleurs la gauche renonce á arracher le temps humain au temps du travail, la révolution bolivarienne libère du temps pour vivre. L´article 90 réduit la journée de travail á 6 heures. Du temps pour se retrouver en famille, avec les amis, pour se former, pour accéder á l´offre culturelle croissante. En 2007, la moitié de la population étudie. 35 millions de livres sortent de la nouvelle imprimerie du Ministère de la Culture. “Donne des années a ma maman” dit Yermilin la fillette á qui manque une dent et qui se tord les bras, “je veux partir en vacances des années”. Des dizaines de milliers d´emplois nouveaux seront créés, s´ajoutant á la baisse de 10,1 % du chômage grâce a quatorze mois successifs de forte croissance. (1)

“Sans donner le pouvoir aux pauvres, comment résoudre la pauvreté ?” a répété le président Hugo Chavez. Le territoire de la république, formée aux trois quarts de secteurs populaires, est refondu en fonction des intérêts sociaux. Autour d´une figure-clef : la commune (art. 184). Les articles 70 et 136 font du pouvoir populaire le pilier du nouvel État. Sont validés comme mécanismes de participation et de décision les conseils de travailleurs, d´étudiants, de paysans, d´artisans, de pêcheurs, de femmes, etc.. Leurs décisions auront un “caracter vinculante” - force de loi. L´opposition proteste : “Le peuple n´est pas suffisamment instruit, n´est pas prêt, il n´est pas capable d´exercer le pouvoir”. “C´est le peuple qui connait les déficiences de chaque communauté et avec ce pouvoir supplémentaire, nous les pauvres nous pourrons résoudre directement nos problèmes” répond Arsenio, chauffeur de taxi de l´État de Trujillo. “Avant la femme restait a la maison avec les enfants, aujourd´hui elle peut aussi représenter le conseil communal, être ministre, gouverneur, maire, nous en avons la capacité ! Le principal c´est de continuer a nous former politiquement, socialement” se réjouit Florencia Pacheco, de l´État

d´Aragua.

Lucides, les partisans du “oui” dénoncent les obstacles posés par les maires ou les gouverneurs “chavistes d´occasion” á cette démocratie participative qui menace leurs intérêts. Ces opportunistes freinent l´information sur ces nouveaux pouvoirs et voudraient limiter les conseils communaux au rôle de l´Asociación de Vecinos, courroie de transmission sur laquelle s´était édifié le clientélisme des gouvernements antérieurs. Pour éviter l´enlisement, le président Chavez annonce qu´en cas d´approbation de la réforme il accélérera le transfert des ressources aux communautés organisées. En 2008 9 milliards de bolivars iront directement au 80.000 conseils communaux, qui atteignent déjà le nombre de 35000 en 2007. Le budget participatif de Porto Alegre (Brésil) fut un brouillon timide de ce qui se réalise ici á l´échelle d´un pays. Des centaines de milliers d´habitants de quartiers gèrent déjà collectivement les fonds publics, rasant eux-mêmes les bidonvilles pour y construire des logements humains, réparer les rues, installer l´éclairage public ou les égouts, construire des écoles ou des centres culturels, créer des coopératives et des activités socio-productives de toute sorte.

La réforme s´attache aussi á démocratiser la propriété privée, en étendant son accès aux secteurs populaires (art. 229, 115). Ce qui inspire á la chaîne Globovision des remakes dignes de la Guerre froide. Un fonctionnaire entre dans une boucherie, demande á voir le propriétaire. “C´est moi” dit le boucher. “Á partir d´aujourd´hui ce commerce n´est plus á vous mais au gouvernement” lui répond l´employé... La campagne indigne le président Chavez : “C´est le capitalisme qui a attaqué la propriété privée, qui l´a limitée á une élite ! Combien de paysans ont dû vendre leur terre ou se la sont fait voler ? Combien de pauvres expulsés de leurs maisons, combien de millions de sans-toit aux États-Unis, en Amérique Latine ? Combien de mères qui ne peuvent même pas s´acheter un biberon, un cahier pour leurs enfants ? Avec l´État, qui stimule la construction de bâtiments ou la production d´automobiles bon marché, nous démocratisons l´accès a la propriété privée“. Autre article appuyé par les milieux populaires, le 82. “Avant en cas de problème de paiement on pouvait vous prendre votre maison, la banque pouvait mettre la main dessus, plus maintenant. Le droit au foyer sera inviolable” explique Jair González. Pour Rowan Jimenez d´INVEPAL une usine á papier sauvée de la faillite par les travailleurs, depuis nationalisée et cogérée avec l´État, le plus important est le contrôle de la banque centrale en faveur du développement, la rupture des grands monopoles et la prohibition des latifundios (articles 318, 236, 321, 113 , 307). Les cinéastes, dont la liberté de créer était freinée par la concentration de la distribution cinématographique au

service de l´industrie nord-américaine, se voient favorisés par l´article 98 qui établit les droits culturels et les droits d´auteur. “Pouvoir créer librement, c´est nous ouvrir au monde” approuve Carlos Azpúrua.

La réforme intensifie la démocratie dans de nombreux domaines. L´article 64 donne le droit de vote aux citoyen(ne)s dès 16 ans, une révolution en soi. L´article 21 rejette toute forme de discrimination ethnique, de genre, d´âge, de santé, sexuelle, sociale, politique ou religieuse. L´article 109 consacre l´autonomie de l´université et l´élection des autorités par l´ensemble de la communauté universitaire, employés, étudiants, ouvriers. “C´est la récompense de nombreuses années de luttes” pour Alejandra Torres, étudiante de l´UCV : “beaucoup d´étudiants sont morts pour cet idéal sous les gouvernements antérieurs. Avec des autorités légitimes, on aura enfin un vrai débat d´idées sur la politique universitaire”.

Le “non” á la réforme, perdant dans les sondages, est martelé par les télés privées comme Globovision, ou RCTV dont on croit encore, hors du Venezuela, qu´elle a été “fermée par Chavez” (2). Au Venezuela l´opposition possède la majorité des médias - radio, presse écrite, télévisions. La liberté d’expression est totale. La haine de classe et le racisme sont intacts à Globovision, Venevision, Televen ou RCTV et leurs filiales qui occupent 80 % du spectre radioélectrique.

Plus la démocratie s´approfondit au Venezuela, plus les transnationales médiatiques, actrices á part entière de la globalisation néo-libérale, attaquent “la dictature de Chavez”. Avec le même mépris social pour le peuple vénézuélien que pour ceux qui, en Europe, font grève contre les privatisations ou disent non aux traités néo-libéraux. Pour convaincre l´opinion mondiale que le Venezuela est au bord de l´insurrection contre un “futur Castro”, la technique consiste á cadrer serré des groupuscules d´opposition (par exemple des étudiants d´universités privées qui refusent l´intégration des secteurs populaires dans l´enseignement supérieur) lorsqu´ils provoquent les forces de l´ordre. A Paris ou á Tokyo, la télé montre la "violence" comme si elle

était le fait de la population en général. Le spectateur ne verra jamais le hors-champ réel : une foule indifférente ou agacée par ces mises en scènes sur commande. Le Monde, Libération, l´AFP, El País, France-Inter ou le Washington Post résument la réforme au “pouvoir á vie pour Chávez”. L´article 230 donne á la population le droit de réélire qui elle veut autant de fois qu´elle le voudra, un droit démocratique dont jouissent déjà les populations du Royaume-Uni, de France, d´Espagne, d´Allemagne, d´Autriche, d´Irlande, d´Italie ou du Portugal. En supposant que la population l´approuve lors du référendum de décembre, celle-ci restera libre de trancher ultérieurement entre les candidats des différents partis, comme dans n´importe quelle démocratie. Tous les scrutins organisés au Venezuela sous les mandats successifs de Hugo Chavez, une dizaine déjà, ont été jugés transparents par les observateurs internationaux, Union Européenne et Organisation des États Américains y compris.

Toute ces campagnes médiatiques n´entament pas le moral d´Héctor Láres, ouvrier du bâtiment, qui croit dans la victoire éclatante du “oui” : “Ils veulent nous faire marcher á coups de carottes mais ils oublient que l´âne est un animal extrêmement intelligent”.

(1) voir “l´économie venezuelienne sous Chávez”, Mark Weisbrodt et Luis Sandoval, www.cepr.net juillet 2007.

(2) RCTV continue á diffuser sa programmation habituelle et transmet aussi sur internet : www.rctv.net

(*) Thierry Deronne est vice-président de la chaîne publique et participative Vive TV au Venezuela. Visitez son blog à : http://www.vive-fr.org/blog/